Lina Murr Nehmé et Michel Fayad - Israël face à l'impasse : Gadi Eisenkot mandaté pour former un gouvernement d'urgence nationale

La Nouvelle Revue Politique7 Nov 2026

Le 8 novembre 2026, le président israélien Isaac Herzog a confié à Gadi Eisenkot, chef du parti centriste Yashar et ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, le mandat de former le prochain gouvernement. La cérémonie s'est déroulée à la résidence présidentielle de Jérusalem. Cette décision intervient après les élections législatives du 27 octobre, qui ont abouti à une impasse parlementaire, aucun camp ne disposant d'une majorité absolue. Le pays reste marqué par les séquelles du 7 octobre 2023 et confronté à des menaces régionales multiples et persistantes.

Les résultats définitifs des élections ont confirmé le blocage. Le Likoud, parti de droite nationaliste et conservatrice dirigé par Benjamin Netanyahu, Premier ministre sortant, est resté la première formation politique avec 27 sièges, tandis que Yashar en obtenait 21. Le bloc pro-Netanyahu, composé de partis de droite et de formations religieuses, a totalisé environ 53 sièges ; le bloc d'opposition juif mené par Gadi Eisenkot en compte 48. Les partis arabes, notamment la Liste unifiée (coalition de formations politiques représentant principalement les citoyens arabes d'Israël) et le Ra'am (parti arabe israélien d'orientation islamiste), atteignent le record historique de 19 sièges. Leur précédent sommet avait été de 15 sièges en 2020.

Aucun camp ne dispose des 61 sièges nécessaires pour obtenir la majorité absolue à la Knesset, le Parlement israélien composé de 120 députés. Lors des consultations présidentielles, 67 députés ont nommé Eisenkot et 46 ont désigné Netanyahu. La coalition politique *Judaïsme unifié de la Torah* (UTJ), représentant principalement les juifs ultra-orthodoxes ashkénazes, et qui dispose de 7 sièges, s'est abstenue.

Herzog a donc chargé Eisenkot de former un gouvernement.

Problèmes posés par un « faiseur de rois arabe » en Israël

Les partis de droite avaient tenté, en amont, d'empêcher les deux grands partis ou coalitions arabes de participer à l'élection en invoquant l'article 7A de la Loi fondamentale de la Knesset, selon lequel une liste ou un candidat ne peut pas participer aux élections si ses objectifs ou ses actions, de manière expresse ou implicite, incluent l'un des trois critères suivants :

1. La négation de l'existence de l'État d'Israël en tant qu'État juif et démocratique.
2. L'incitation au racisme.
3. Le soutien à la lutte armée d'un État ennemi ou d'une organisation terroriste contre l'État d'Israël.

Après les élections, les partis de droite accusent le Ra'am de fraude et de financement par le Qatar pour influencer le résultat électoral. Le Ra'am et le Qatar démentent. Et pendant que le Shin Bet et le Mossad enquêtent, Gadi Eisenkot dispose de 28 jours – qui pourraient être prolongés de 14 jours supplémentaires – pour former son gouvernement.

Il a immédiatement appelé à la formation d'un « gouvernement d'urgence nationale ». Pour ce gouvernement, il a posé quatre conditions non négociables, reprises dans ses déclarations et dans la presse israélienne. Ainsi, tout partenaire souhaitant rejoindre le gouvernement devrait :

1. Reconnaître Israël comme un État juif et démocratique ;
2. Adhérer aux valeurs de la Déclaration d'indépendance israélienne ;
3. Accepter une forme de service (militaire, national ou civil) pour tous les citoyens concernés ;
4. Reconnaître le Hamas comme organisation terroriste, tout en s'engageant à démanteler ses capacités militaires et gouvernementales, autrement dit ses moyens de combat et ses structures de pouvoir.

Ces quatre conditions excluent de fait une participation formelle des partis arabes au gouvernement, même si ceux-ci ont nommé Eisenkot, et même s'ils pourraient éventuellement le soutenir de l'extérieur, sans participer directement à la coalition.

Le nouveau Premier ministre a souligné l'urgence de la situation et invité les élus du Likoud et du sionisme religieux à le rejoindre s'ils acceptaient les quatre conditions énoncées.

L'équation reste complexe et va au-delà de la simple arithmétique parlementaire. Car Eisenkot privilégie publiquement un gouvernement minoritaire, c'est-à-dire un exécutif ne disposant pas à lui seul de la majorité absolue, fondé sur les quatre partis sionistes du bloc du changement, une coalition de formations politiques opposées à Netanyahu, qui totalisent environ 48 sièges. Ce gouvernement pourrait bénéficier d'un soutien extérieur, sous forme d'abstentions ou de votes ponctuels, de la part des partis arabes et/ou ultra-orthodoxes. Cette piste, qui éviterait d'intégrer formellement ces formations au gouvernement, se heurte toutefois à des résistances internes.

Avigdor Liberman, chef du parti Yisrael Beytenu, formation de droite nationaliste et laïque ayant un socle populaire originaire des pays de l'ex-URSS, s'oppose à tout arrangement dépendant des partis arabes, même sans leur participation directe au gouvernement. Il privilégie une majorité de 61 sièges avec les haredim (juifs ultra-orthodoxes), quitte à accepter des compromis sur la conscription, c'est-à-dire l'obligation

d’effectuer le service militaire.

De son côté, Eisenkot a réaffirmé son exigence d’un service universel. Une alliance entre les partis ultra-orthodoxes, notamment UTJ et Shas, formation politique représentant principalement les juifs ultra-orthodoxes séfarades et mizrahim (communautés juives originaires du Moyen-Orient, d’Afrique du Nord, du Caucase, d’Asie centrale et d’Inde), permettrait mathématiquement d’atteindre les 61 sièges nécessaires. Elle se heurterait toutefois frontalement à cette exigence de service pour tous.

Quant à Netanyahu, il voudrait un gouvernement d’unité nationale, réunissant des partis de plusieurs camps politiques juifs, mettant en garde contre toute dépendance à l’égard des partis arabes.

Si Eisenkot échoue à former un gouvernement, le Président pourra charger un second candidat, probablement Netanyahu, de former un gouvernement pour une période de 28 jours, sans prolongation. Si cette deuxième tentative échoue également, 61 députés disposent encore de 21 jours pour nommer un troisième candidat, qui n’aurait alors que 14 jours pour constituer un gouvernement. Ce n’est qu’en cas d’échec de cette dernière étape que de nouvelles élections seraient organisées.

Cette impasse politique s’inscrit dans un contexte sécuritaire qui n’a rien de théorique. À Gaza, un cessez-le-feu fragile, en vigueur depuis octobre 2025, n’a pas mis fin aux attaques du Hamas – dont la plupart des missiles sont interceptés par le Dôme de fer, mais qui continuent à être lancés en nombre. Il n’a pas non plus mis fin aux frappes israéliennes ciblant des infrastructures et des responsables du Hamas. Le désarmement de l’organisation terroriste, le retrait des forces israéliennes et la reconstruction du territoire restent bloqués par la force des choses.

Au Liban, l’armée israélienne poursuit ses opérations contre les infrastructures encore présentes du Hezbollah, considérablement affaibli, mais demeurant le principal proxy iranien, de par sa présence géographique à la frontière d’Israël. Khomeiny et ses disciples souhaitent la conquête de Jérusalem et de la Palestine depuis 1948, et toute la politique de ce dernier a toujours tourné vers cette conquête. Il est allé jusqu’à dire que la route de Palestine passait par Karbala, la ville sainte chiite, en Irak. Et après la mort ou la mutilation, dans l’opération des bipeurs, de milliers de chefs du Hezbollah libanais, ils ont été remplacés par des Iraniens, venus au Liban avec des papiers faux, mais extorqués aux autorités libanaises par le moyen habituel du bakchich, omniprésent en Occident, et plus encore en Orient.

En Cisjordanie, les tensions et les violences impliquant des Israéliens des implantations ainsi que les opérations de sécurité de l’armée israélienne se poursuivent.

Enfin, la confrontation avec l’Iran est entrée dans une nouvelle phase en février 2026, avec les frappes américano-israéliennes qui ont coûté la vie à Ali Khamenei, alors Guide suprême de la République islamique d’Iran. La confrontation demeure en pause tendue

sous son fils Mojtaba Khamenei, qui lui a succédé à cette fonction. L'« axe iranien » désigne le réseau d'alliances régionales soutenues par Téhéran, notamment le Hezbollah au Liban, les Hachd al-Chaabi en Irak, les Ansar Allah (Houthis) au Yémen ou encore le Hamas et le Djihad islamique dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie.

Pour Israël, le défi n'est pas seulement arithmétique ni purement personnel. Trois ans après le 7 octobre, la société est polarisée et confrontée à des fractures structurelles : la place des partis arabes dans un État qui se définit comme juif et démocratique ; la capacité à maintenir une cohésion nationale face à des acteurs comme le Hamas, le Hezbollah et les groupes appartenant à l'axe iranien, qui contestent explicitement l'existence d'Israël.

Les conditions posées par Eisenkot reflètent ces réalités de long terme, mais aussi, le problème posé par l'exemption de service militaire accordée à une partie des ultra-orthodoxes qui se retrouvent seuls et à l'abri de leur cocon calme et loin de la pollution de la guerre, chantant les psaumes et, accessoirement, écoutant couler l'eau des ruisseaux et gazouiller les oiseaux, pendant que leurs frères juifs – aidés de minorités chrétiennes, musulmanes et druzes – se font tuer, estropier, et parfois, massacrer, sachant que si l'ennemi gagnait, ils seraient eux-mêmes égorgés comme les juifs orthodoxes en 1920, et que les rouleaux de la Thora seraient profanés comme c'est arrivé dans tant de pogroms avant 1948. Ce refus de partager le sort de la collectivité attaquée en partageant le prix du deuil, du sang et de la douleur pour leur propre défense, n'a pas sa justification biblique. Les lévites devaient se consacrer au service du sanctuaire et étaient exemptés de service militaire, c'est vrai, mais il y avait alors un Temple, et son service impliquait le travail extrêmement prenant sinon compliqué d'accueillir des millions de pèlerins chaque année, et de préparer, ou d'offrir les sacrifices, de nettoyer le temple et les autels ou de les purifier avant et après, dans cet édifice gigantesque. Il n'y a rien de tel aujourd'hui où les juifs, n'ayant plus de Temple ni de sacrifices, n'ont plus besoin de mobiliser le douzième de la population pour ce service. En outre, la loi de Moïse n'exempte de service militaire et ne consacre au culte que les descendants du patriarche Lévi, soit une seule des douze tribus d'Israël. Il n'a jamais été question, dans la loi de Moïse, de se donner les prérogatives des lévites alors qu'on ne descendait pas de Lévi. Et la plupart des juifs orthodoxes ne descendent pas de Lévi. Il est étonnant que cette question ne soit jamais soulevée dans les milieux israéliens – en tout cas, de façon assez bruyante pour qu'on en entende parler à l'étranger.

La capacité des forces politiques à dépasser les lignes rouges communautaires et les intérêts partisans dans les prochaines semaines déterminera si le pays peut disposer d'un gouvernement stable, capable de gérer ces menaces, ou s'il s'enfoncera dans une nouvelle période d'incertitude. Le record de 19 sièges obtenus par les partis arabes, fruit d'une mobilisation électorale historique, constitue désormais un fait politique majeur qui ne pourra plus être ignoré.